

J'ai le très grand honneur, depuis près de quatre ans, de représenter mon pays en tant que secrétaire d'État aux Affaires extérieures. J'ai parlé à des milliers de personnes - non pas uniquement juste à des dignitaires et des ministres, mais aussi au peuple - en Afrique et en Asie, en Europe et en Amérique latine, aux États-Unis et en Union soviétique; et j'ai cherché à connaître l'opinion de centaines de Canadiens - exportateurs, missionnaires, investisseurs, coopérants, députés, diplomates, étudiants, professeurs et artistes - auxquels le Canada doit sa place dans le monde.

Une des leçons que j'en ai tirées, c'est que la politique internationale, loin d'être étrangère, est au coeur même des intérêts quotidiens des Canadiens. En notre ère des communications instantanées et des armes nucléaires, dans notre pays moderne où l'économie est basée sur le commerce, la politique étrangère et la politique intérieure sont inséparables. Le Canada ne saurait opter pour l'isolement. Même s'il le voulait, il ne saurait se couper du monde. Les Canadiens ne le souhaitent pas et ne l'ont jamais voulu.

Au cours des deux grandes Guerres mondiales, des soldats canadiens sont partis se battre en Europe, certains pour n'en jamais revenir. Les marchandises qui entrent dans ce port et celles qui en sortent chaque jour sont la preuve concrète que notre pays dépend davantage du commerce extérieur que la Grande-Bretagne, la France, les États-Unis, ou le Japon. Les universités d'ici ont à coeur de résoudre des problèmes qui se posent dans le monde entier. Il en va de même pour la Fondation Asie-Pacifique et les milieux d'affaires, pour les milliers de gens de Colombie-Britannique et d'autres Canadiens qui versent une contribution à l'UNICEF, au Fonds de secours aux enfants, aux églises, aux sociétés philanthropiques ou aux mouvements pacifistes, ou qui participent à nos séminaires sur les exportations, ou qui signent le registre contre l'apartheid ou contribuent à la lutte contre la famine.

Les Canadiens jouissent, sur le plan international, d'une réputation dont ils ont lieu d'être fiers; notre gouvernement a voulu lui redonner son éclat en modernisant notre politique étrangère de la même manière qu'il a remis en question et changé l'idée que l'on se faisait des déficits, de la défense, des relations fédérales-provinciales, et du développement de nos régions. De réels progrès ont été accomplis dans toutes ces réformes et, sous la direction du Premier ministre, en politique étrangère plus qu'ailleurs.